

L'Amicale des Algériens : la police politique du FLN en France

Fondée en août 1957, l'Amicale des Algériens en France marque une rupture radicale avec toute l'histoire de l'émigration depuis l'Étoile Nord-Africaine. L'objectif était triple : couper l'émigration du mouvement ouvrier français, procéder à son quadrillage puis à sa caporalisation par des groupes de choc venus du camp de Larache, c'est-à-dire des agents du service de sécurité (MALG) de Boussouf installé au Maroc.

Le contrôle de l'émigration s'est effectué lorsque trois conditions ont été réalisées :

- la signature d'un accord entre la direction du PCF et de la CGT avec le FLN ;
- le soutien d'un réseau de porteurs de valises, d'intellectuels, avocats et journalistes entrés en « résistance » pour faire triompher une juste cause et
- l'anesthésie de l'opinion publique française par une presse libérale et de gauche présentant le massacre des syndicalistes de l'USTA comme un « règlement de comptes » entre deux organisations nationalistes rivales. Précisons ces points pour comprendre ce que fut la guerre du FLN en France.

Les manifestations des Algériens en France (1920-1954)

La guerre finie, des milliers d'Algériens, majoritairement des Kabyles, reviennent dans une France saignée et ravagée. Déjà installés dans les villes et régions industrielles depuis 1890, ils sont réembauchés dans les secteurs de l'économie et aux postes qu'ils avaient occupés après 1916. Travaillant et vivant dans « la banlieue rouge » ils subissent l'influence du PCF et de la CGT.

Ils participent à leurs meetings, aux défilés du 1^{er} mai et à celui devant le mur des Fédérés, en associant la Commune de Paris et l'insurrection kabyle de 1871. Pendant la guerre du Rif, l'Étoile Nord-Africaine (ENA) créée en 1926 soutient tous les combats du PCF. Elle tient ses réunions et ses fêtes religieuses à la Grange-aux-Belles, la maison des syndicats unitaires et participe à toutes les actions du mouvement ouvrier. Elle combat les factieux dans les rues de Paris en 1934, s'engage dans la grève générale du 12 février puis adhère au Front populaire. Le 14 juillet 1936, le cortège massif des Algériens qui participe au défilé de la Bastille à la République derrière le drapeau algérien, est acclamé par le peuple de Paris. Après l'Étoile, le Parti du peuple algérien (PPA) qui lui succède poursuit la même stratégie de Front unique avec la classe ouvrière française.

Après 1946, les Algériens restent à la CGT. Le 14 juillet 1953, ils forment un cortège impressionnant. « Ils réclament le retour de Messali Hadj en Algérie, la fin de l'odieuse répression colonialiste par l'union des démocrates français et des patriotes nord-africains. La foule qui les applaudit sans fin dit que cette grande solidarité est chose réelle » (*L'Humanité*, 17 mai 1953).

À la Bastille, les CRS agressent puis tirent sur le cortège des Algériens faisant sept morts, dont deux Français, et plus de cent blessés. Le PCF dénonce aussitôt la provocation policière. *L'Humanité* accorda une large place à la fusillade et le PCF organisa, du 15 au 24 juillet, des manifestations et des arrêts de travail. Il reçut à son meeting du Cirque d'Hiver une délégation du MTLD et rendit « un suprême hommage aux martyrs de la liberté » (*L'Humanité*, 27 juillet 1953). En 1954, il est admis par le PCF et la CGT que l'émigration algérienne partage toutes les valeurs du mouvement ouvrier et que son combat pour l'indépendance de l'Algérie est légitime.

L'émigration pendant la guerre d'Algérie (1954-1956)

Le MTLD interdit le 5 novembre 1954, le Mouvement national (MNA) qui lui succède, devient le seul parti des Algériens en France. Après l'insurrection du 20 août 1955, une solution au problème algérien s'impose. Tandis que le FLN se proclame seul interlocuteur valable, le MNA établit un lien entre la révolution algérienne et le mouvement social en France (grève générale de la Loire Atlantique, Renault...) En mars 1956, pour peser sur le débat ouvert au Parlement sur les pouvoirs spéciaux, le MNA distribue des milliers de tracts dans les usines, les métros et gares puis il lance un appel à la grève générale des travailleurs algériens et à une manifestation centrale à Paris. Le 9, la grève des Algériens est massive. Chez Renault où travaillent 4 000 Algériens, des départements entiers, comme les fonderies, les forges, les presses, sont presque arrêtés.

Dans la capitale et aux portes de Paris, des milliers d'Algériens forment un cortège derrière le drapeau algérien qui se dirige vers le Palais Bourbon, dont les abords sont massivement occupés par les forces de l'ordre. La police charge et procède à des arrestations, mais en nombre limité. Pour trois raisons : la fermeté du service d'ordre algérien, le soutien de la gauche socialiste et révolutionnaire et la campagne du MNA pour la paix en Algérie et la fraternité des peuples algériens et français.

La Fédération de France de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA)

Interdite en Algérie, l'USTA crée le 26 mars 1956 une Fédération en France. Dès le vote des pouvoirs spéciaux, une répression massive s'abat contre sa direction et des centaines de militants. Malgré tout, l'USTA crée des sections dans la métallurgie, les mines, la chimie et les travaux publics. Les débuts sont difficiles, car la CFTC, FO et surtout la CGT sont hostiles à un syndicat algérien indépendant. Une autre difficulté intervient quand la CISL affine l'UGTA plutôt que l'USTA, car depuis l'affaire de Suez, Washington a définitivement choisi de soutenir le FLN.

La libération d'Abdallah Filali va donner une impulsion formidable à l'USTA et c'est dans les meilleures conditions que son premier Congrès se réunit les 28, 29 et 30 juin 1957, 324 délégués représentant 25 000 adhérents à la salle des Horticulteurs. Le Congrès sera soutenu par les syndicats d'enseignants et la gauche révolutionnaire, mais boycotté par le PCF, le PS, la CGT, FO et la CFTC. Pour le patronat qui s'exprime dans *Les Échos* du 28 juin on lit : « C'est la première fois, en France, et même dans le monde qu'aura lieu un Congrès d'une organisation syndicale algérienne en dehors des pays du Moyen Orient.[...] Quoi qu'il en soit, l'USTA est maintenant bien implantée. »

Depuis le 1^{er} mai 1955, le PCF engage une violente campagne contre les messalistes. La condamnation de l'invasion hongroise de 1956 par les chars russes renforce l'hostilité du PCF et de la CGT contre l'USTA et décide de s'allier avec le FLN. L'initiative en revient à Mohammed Harbi, dirigeant du Comité fédéral, qui signe avec le chef FLN Lebjaoui, un accord avec le dirigeant du PCF André Tollet, pour créer une Amicale Générale des Travailleurs Algériens (AGTA)

À l'opposé de l'USTA, l'Amicale autorise la double adhésion, au FLN et à la CGT ou secondairement à la CFTC, ce qui lui a permis de s'assurer une large base dans l'immigration ouvrière attachée à la CGT. En juillet 1957, André Tollet préside dans un local de la Grange-aux-Belles, l'Assemblée générale de l'AGTA. Le même mois, Mohammed Harbi lance *L'Ouvrier Algérien* organe de l'AGTA, avec un article : « Sur un soi-disant Congrès » de pure facture stalinienne :

«... Sous la protection bienveillante de la police, le patronage de « Combat » et les regards attendris de quelques intellectuels en mal de phraséologie de gauche, proches collaborateurs de Guy Mollet la diversion s'est accentuée au point de prendre une tournure grossière. Passant sous silence les responsabilités effectives du parti socialiste dans la guerre d'Algérie, les dirigeants de l'USTA ont concentré toutes leurs attaques contre la majorité des travailleurs français susceptible, malgré son attentisme actuel, d'être un apport non négligeable dans la lutte anticolonialiste. Ce faisant, ils restent fidèles à leur mission, celle de neutraliser les travailleurs algériens en France, de les isoler pour mieux permettre à leurs alliés, les militaristes chauvins de la SFIO, de leur appliquer toutes les législations d'exception... »

Les conditions politiques étant réalisées, le FLN sous couverture de l'AGTA procède en octobre et en novembre 1957 au massacre de toute la direction de l'USTA.¹ Mohamed Harbi ayant bien installé l'AGTA, il quitte la France pour l'Allemagne avant de rejoindre le GPRA à Tunis.

Dans tous ses écrits, Benjamin Stora a considéré que la liquidation de l'USTA n'était qu'un « règlement de comptes » entre deux organisations rivales, mais de même nature et il fera l'apologie de la Fédération de France du FLN (la 7^e wilaya). De son côté, Mohammed Harbi a souvent fourni des informations précises sur la caporalisation de l'émigration par des groupes de choc du FLN sans rien dire sur ses relations avec le PCF et son installation de l'AGTA, la police politique du FLN.

À l'opposé de Benjamin Stora et Mohammed Harbi qui déversent dans les médias et à l'Université une tisane opiacée sur la guerre d'Algérie en dénonçant inlassablement les ratonnades du 17 octobre 1961 pour mieux occulter l'extermination des syndicalistes de l'USTA par les tueurs du

FLN, Alexandre Hébert, secrétaire général de l'UD-FO de la Loire Atlantique a déclaré pendant le 2^e Congrès de l'USTA de novembre 1959 :

« Nous avons vécu, nous avons connu les purges et les liquidations dans l'Est européen et en Chine. Nous avons connu la liquidation systématique de nos camarades, ceux de la FAI, ceux du POUM en Espagne et nous avons reconnues les méthodes qui visaient à priver le prolétariat de ses militants, de ceux qui n'acceptent pas de se plier, de ceux dont on sait qu'on ne pourra ni les intimider ni les corrompre, et c'est pourquoi, camarades, dans votre attitude, dans la façon de mener vos luttes, votre attitude, y compris avec les ouvriers français lorsqu'ils étaient incompréhensifs à votre égard, nous avons senti que vous, vous étiez effectivement dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire et c'est pourquoi nous avons, en dépit des difficultés et le plus largement possible, essayé de vous soutenir. »

Peut-on prétendre écrire une histoire honnête et sans tabou de la Guerre d'Algérie et camoufler la politique contre révolutionnaire menée par les groupes de choc du FLN contre les syndicalistes de l'USTA ?

Note

1. Jacques Simon. La Fédération de l'Union Syndicale des Travailleurs Algériens (USTA). FLN contre USTA. L'Harmattan, 2002.

Jacques SIMON

30 janvier 2012